

## L'autoprise en charge de Monseigneur Emmanuel Kataliko : vision du développement local à la pensée globale

Emmanuel MUSONGORA SYASAKA \*

### Résumé

En RD Congo, la question de lutte contre la pauvreté est souvent au cœur de la doctrine sociale de l'Église catholique. L'illustration d'une telle approche peut être cernée en se penchant sur des figures religieuses qui ont marqué l'histoire du pays. Leur expérience est tellement parlante qu'on ne peut pas passer sous silence leur itinéraire en matière de développement. Le cas de Mgr Emmanuel Kataliko en est une illustration dont la vision du développement tourne autour de l'autoprise en charge : une appropriation des actions menées dans « le village, pour le village et par le village ». Une telle approche ne peut-elle pas être considérée comme réductrice du développement ? En s'y penchant de plus près, on se tromperait considérablement de considérer cette vision pour localiste ou de courte portée. L'approche pousse plutôt les acteurs à éviter l'esprit d'attentisme. Le présent papier surligne la complémentarité du développement local avec l'ouverture sur le monde.

**Mots-clés** : Autoprise en charge, autonomisation, développement local.

### Summary

In the Democratic Republic of Congo, poverty alleviation remains a core focus of the Catholic Church's social doctrine. This commitment is vividly embodied in the lives of religious leaders who have played influential roles in the nation's history. Their experiences offer valuable insight, and their developmental contributions deserve careful attention. Among them is Archbishop Emmanuel Kataliko, whose development philosophy centered on self-reliance. His approach emphasized local ownership, promoting initiatives conceived "in the village, for the village, and by the village. «At first glance, such a model might appear narrow or limiting. However, a deeper analysis reveals quite the opposite. It would be a serious misjudgment to label this vision as overly local or short-term. Rather, it calls individuals and communities to move beyond dependence and passivity. This paper highlights how local development efforts can-and must-complement broader engagement with the wider world.

**Keywords**: Self-management, empowerment, local development.

---

\* Université Catholique du Graben, E.mail : [emmanuelmusongora@gmail.com](mailto:emmanuelmusongora@gmail.com), Tel : +243991824847

## Introduction

Le débat sur la relation entre religion et développement économique a toujours constitué un centre d'intérêt de plusieurs disciplines dont la philosophie, la sociologie, l'économie, etc. Dès le départ, trois conceptions se confrontent dans la littérature, selon leur hypothèse respective positive, négative ou différenciée au sujet de l'influence de la religion sur le développement. De fait, la première considère la religion comme un facteur de développement qui, lui-même, en implique l'essor avec une sorte de fécondation réciproque. Les deux réalités s'enchevêtrent. De Montesquieu à nos jours en passant surtout par Max Weber, les rôles des forces religieuses sont documentés sur l'influence non seulement des traditions culturelles et religieuses mais aussi sur les politiques sociales tant dans l'indouisme, le christianisme que dans l'islam (de Laubier, 1987).

La deuxième hypothèse prend la religion plutôt comme un frein au développement. Pour certains, plus un pays se développe, plus la propension à la reléguer au dernier plan est forte. Pour d'autres, elle apparaît comme une aliénation qui, subtilisant l'énergie requise pour le développement, confine les acteurs dans des requêtes idéalistes, célestes ou d'une récompense divine (Desroche, 1961/n°12). Cette dernière lecture s'apparente à la conception marxienne de la religion comme l'opium du peuple (Karl, 1971).

Selon la troisième, étranger l'un de l'autre, les relations entre religion et développement dépendraient plutôt des types, des phases, voire des niveaux de deux phénomènes. Religion et développement sont alors indépendants l'un de l'autre.

Comprendre ces perceptions exige de se pencher sur l'impact des structures religieuses en matière de satisfaction des besoins fondamentaux individuels et collectifs des populations. Dans ce sens, le rôle social des forces religieuses suscite un intérêt à partir des expériences qui témoignent de leurs réponses dans un monde miné par la famine, la misère et la précarité, les guerres et la violence de toute forme, les maladies, etc. Si, pour solution à ces problèmes, l'économie du marché et l'économie planifiée sont souvent deux systèmes économiques plébiscités pour produire et répartir les richesses (Chavance, Magnin, Motamed-Jejad, & Sapir, 1999), il existe d'autres alternatives. Parmi elles, figurent des activités économiques encadrées aussi bien dans le social (Granovetter, 2000) que dans les associations religieuses (Musongora Syasaka, 2018).

En République démocratique du Congo, en l'occurrence, la question de lutte contre la pauvreté est par exemple souvent au cœur de la doctrine sociale de l'Église catholique. L'illustration d'une telle approche peut miser sur des figures religieuses dont la marque de l'itinéraire développementaliste influence tant l'histoire du pays que leur expérience ne peut pas passer sous silence.

Mgr Emmanuel Kataliko en est une illustration dont la vision du développement tourne autour de *l'autoprise en charge* : une appropriation des actions menées dans « le village, pour le village et par le village ». Avec une telle approche, peut-on traiter de localiste la vision du développement de ce prélat ? D'ailleurs, celle-ci apparaît dans l'une des grandes œuvres qu'il a initiées au sein du Diocèse de Butembo-Beni : l'Université catholique du Graben. Dans ses discours, il ne cessait de l'appeler « université du village, pour le village et par le village ». L'on se tromperait considérablement de la prendre pour réductrice et à courte portée. L'approche pousserait plutôt pousser les acteurs à éviter l'esprit d'attentisme tout en étant ouvert au monde. Comme qui dirait « agir local et s'ouvrir au monde ».

Loin d'opposer vision à longue portée à celle de courte portée en matière de développement, la présente réflexion consiste à examiner l'émergence du discours d'autoprise en charge dans le développement de Butembo-Beni, ainsi que l'héritage voire l'influence potentielle d'une telle approche sur la région. La réflexion est ainsi menée en passant en revue les initiatives illustrant l'opérationnalisation du discours d'autoprise en charge dans un contexte du développement local ouvert au monde extérieur.

Aborder un tel sujet requiert pour méthodologie l'étude de cas à travers un regard sur l'expérience et la vie de Mgr Emmanuel Kataliko, Outre cette introduction et la conclusion, la réflexion s'articule déroule en quatre temps. Le premier se focalise sur un corpus théorique qui inscrit le discours de l'autoprise en charge dans l'approche de « l'empowerment » et « du développement local ». Ensuite, est retracé dans le deuxième temps le contexte d'impulsion du concept tant au niveau national qu'à celui du diocèse. Puis la place des acteurs et le processus d'accompagnement de l'autoprise en charge sont scrutés. C'est alors qu'est abordée l'autoprise en charge dans le perspective partenariale et l'ouverture au monde.

## **1. Autoprise en charge - Approche d'empowerment et du développement local**

Pour une meilleure compréhension de la notion d'autoprise en charge liée à l'amélioration des conditions des vies des populations, il sied de la circonscrire dans un cadre théorique *ad hoc* et d'élucidation au prisme de *l'empowerment* et du développement local ou territorial.

### **1.1. L'autoprise en charge de Mgr Kaliko comme « empowerment »**

Parler d'autoprise en charge tente de croire être dans le domaine médical. Pour l'Organisation mondiale de la santé, l'autoprise en charge est considérée comme la capacité des personnes, des familles et des communautés à promouvoir la santé, prévenir les maladies, maintenir leur bonne santé et gérer la maladie ou le handicap, avec ou sans l'accompagnement d'un professionnel de santé ou d'un aidant (OMS, 2025). L'idée sous-jacente est relative à l'autonomie des personnes, des familles et des communautés ; voire une capacité à évoluer ou à instaurer des mécanismes qui préservent l'individu de la dépendance.

Les sciences du développement contextualisent ce concept dans les théories de l'autonomisation ou de « *l'empowerment* », lesquelles prônent actuellement la participation des personnes vulnérables au développement. La littérature traduit différemment ce concept : autonomisation, émancipation, capacitation, capabilisation, potentialisation, affiliation, pouvoir-faire, capacité d'agir, appropriation du pouvoir, développement du pouvoir d'agir ou simplement pouvoir d'agir, pouvoir d'action, puissance d'agir, habilitation ou encore responsabilisation (Couralet, 2022).

Dans les milieux de recherche, surtout anglophone, le terme *empowerment* signifie littéralement « renforcer ou acquérir le pouvoir ». Depuis les années 1970, il est couramment utilisé dans des domaines tels que le service social, la psychologie sociale, la santé publique, l'alphabétisation des adultes ou le développement communautaire (Calvès, 2009). Dans ses origines, plus particulièrement aux Etats-Unis, il renvoie aux principes directeurs de la recherche et de l'intervention sociale auprès des populations marginalisées et pauvres (Simon, 1994). Déjà quelques années avant, Paolo Freire développait une éducation active qui dynamise l'homme de prendre conscience de sa problématique, de sa condition de personne ; c'est-à-dire d'être un sujet et acteur de son propre destin, ainsi qu'à opérer un bon choix. Le but de l'éducateur n'est pas seulement d'apprendre quelque chose à son

interlocuteur, mais de rechercher avec lui, les moyens de transformer le monde dans lequel il vit (Freire, 1974). En définitive, *l'empowerment* repose sur l'approche des initiatives ascendantes ou par le bas ou approche *bottom-up* où les bénéficiaires des projets de développement doivent être considérés comme des acteurs actifs plutôt que des simples récepteurs passifs (Calvès, 2009).

Au cours des années 1980 et 1990, le mouvement féministe radical des pays du sud récupère le concept pour soutenir l'autonomisation et la capacité d'agir des femmes. Les militantes interrogent tous les mécanismes sous-tendant l'approche descendante ou *top-down* du développement accusé d'enfermer les femmes et les pauvres dans des structures sociales et économiques de la misère (Moser, 1989). Selon cette approche, le renforcement du pouvoir des femmes ne se limite pas seulement en leur autonomisation économique et à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. Il implique également une transformation radicale des structures économiques, politiques, légales et sociales qui perpétuent la domination selon le sexe (Sen & Grown, 1987). Dans cette perspective, on est passé de *l'empowerment* des femmes à celui des pauvres dans les années 1990 et 2000. À la suite des conséquences graves de l'ajustement structurel prôné par les institutions de Bretton Wood, il est évident d'accorder la parole aux pauvres qui sont d'abord et avant tout des gens marginalisés de droit à la parole, de pouvoir. De ce fait, la lutte contre la pauvreté est alors indissociable de *l'empowerment* des pauvres (Banque mondiale, 2001).

En somme, l'analyse de ce corpus théorique, l'on peut considérer le discours de l'autoprise en charge de Mgr Emmanuel Kataliko comme légitimation de l'autonomisation du peuple, de sa capacitation, de son pouvoir d'agir sur soi-même. L'autoprise en charge est plus proche de *l'empowerment* qui, de tonalité plurielle, met l'accent sur l'importance de l'agir, de la mobilisation collective et de la communauté, ainsi que de la coopération/collaboration (Redondo, 2020) des acteurs dans une perspective du développement local.

## **1.2. Autoprise en charge de Mgr Emmanuel Kataliko comme du développement local**

Le contenu du concept autoprise en charge se situe dans la perspective du développement local. Ce dernier est un processus de construction de communautés plus fortes et plus dynamiques, où les opportunités

économiques se développent et où tous les habitants peuvent jouir d'une qualité de vie élevée. Il s'agit aussi bien de créer des emplois et d'être compétitif que d'aborder des questions d'inclusion, du lien social et la fierté civique (OCDE, 2025). Par ses actions, le développement local s'efforce de changer la situation d'un territoire et de ses habitants. Il tente d'en valoriser les qualités (ressources, atouts, valeurs), d'en minimiser les handicaps, d'en contourner les contraintes. Initié et mis en œuvre par et avec la participation de ses habitants et de leurs « institutions », il tente de répondre à leurs aspirations, et de valoriser leurs « richesses » collectives. Dans ce contexte, le territoire est compris comme un espace géographique défini par la relation qu'entretiennent ses habitants avec lui. Selon Neu, on en parle quand cette relation détermine l'identité collective des populations qui y vivent ou qui en sont originaires (Neu, 2003).

Dans cette optique, l'approche du développement local accorde une grande importance au territoire, considéré comme un élément qui structure les activités économiques des habitants et leurs pratiques sociales. Sur cet espace, les habitants attachent un sentiment d'identité, d'appartenance et susceptible de générer des dynamiques collectives et de produire des consensus et des compromis. Bien que les intérêts des acteurs et des institutions locales puissent être divergents voire concurrents, ils entretiennent néanmoins des niveaux de solidarité.

Daniel Neu (Neu, 2003) souligne que quatre conditions sont nécessaires pour la réussite des initiatives du développement local. *Primo*, les actions doivent se réaliser sur un territoire qui fonctionne comme tel ou qui existe. *Secundo*, la conception des initiatives repose sur un consensus explicite qui s'exprime à travers un ensemble des priorités ou d'objectifs. *Tertio*, la mise en œuvre devra par ailleurs associer voire impliquer les habitants. *In fine*, les actions doivent être conduites par des dispositifs ou des institutions qui sont à la dimension du territoire où elles s'appliquent.

Dans cette même perspective, les analyses de Bernard Vachon (1993, p. 104) révèlent que le développement local s'appuie sur les trois principes suivants : (i) Le développement est un processus global ; (ii) Les micro-initiatives participent au développement global ; (iii) Les ressources humaines constituent la force motrice du développement. En outre, reconnaît-il que parmi ses valeurs se retrouvent la subsidiarité, la créativité et la solidarité. Ainsi l'affirme-t-il en ces termes : « le développement local, c'est une stratégie dans laquelle les acteurs sont les bénéficiaires. Cette

stratégie est mise en œuvre sur des territoires variés où les ressources humaines et physiques sont d'une grande diversité et où les aspirations et les priorités en matière de développement créent des problématiques particulières. On peut même appliquer des stratégies différentes à une même situation : les moyens dont disposent les collectivités fournissent des réponses multiples. Ces stratégies sont des processus évolutifs qui demandent à être évalués et réajustés en cours de route ». (Vachon, 1993, p. 92)

La question à se poser est de savoir comment les expressions ci-haut décrites s'appliquent dans le contexte de Butembo-Beni à la lumière de la vision Mgr Emmanuel Kataliko. L'esprit de l'auto-développement impulsé par ce prélat catholique a permis aux villages et aux différentes communautés du diocèse de se prendre en charge sur cet espace. Ici, le terme « territoire » fait référence au diocèse. Toutefois, il ne s'agit pas uniquement de cela, car ce dernier ne peut être séparé des autres entités administratives ou coutumières sur lesquelles il trouve son fondement. Au sein du diocèse, les villes, les territoires administratifs, les communes urbaines et rurales, les chefferies, les groupements, ainsi que les différents quartiers et cellules urbaines s'emboîtent les uns les autres autour des paroisses. Cet enchevêtrement des entités administratives et des réalistes socio-pastorales témoigne de la dimension territoriale de l'autoprise en charge telle que voulue par Mgr Emmanuel Kataliko.

Comme le souligne encore Daniel Neu, « il n'existe pas de groupe social qui s'identifie à un seul territoire, structurant l'ensemble de ses activités et de sa « vision du monde ». Les gens vivent sur plusieurs territoires « emboîtés » les uns dans les autres, contribuant chacun à façonner les « activités » et l'identité. Une initiative de développement local peut parfois cibler plusieurs niveaux de territoires imbriqués et enchevêtrés au sein du diocèse : village, commune, paroisse, secteur paroissial, quartier, etc. Pour s'en rendre compte, il importe de circonscrire le contexte d'émergence du discours sur l'autoprise en charge.

## **2. Contexte et impulsion du discours sur l'autoprise en charge**

Depuis son accession à la souveraineté politique, la République démocratique du Congo transverse des crises économique, sociale et politiques. La croissance économique affichée entre 1960 et 1973 s'y est accompagnée d'une inflation modérée. Le ralentissement de l'économie qui

s'en est suivi s'est prolongé au point de conduire à un marasme économique et social. Les causes sont souvent d'abord dans les mesures ratées de la nationalisation, zaïrianisation, radicalisation puis rétrocession (ANAPI, 2025), mais aussi dans la gouvernance à l'aveuglette et dans l'anarchie (Lossongo lossiyo, 2017). L'économie en a payé un tel coût que l'économie de la débrouille s'y est dans plusieurs villes du pays (de Villers, Jewsiewicki, & Monnier, 2002). Cette crise générale liée à la déliquescence de l'État et à la dépravation des pouvoirs publics a transformé la survie au « taux du jour » en mode de vie normale. Ce que les habitants de Butembo appellent « la cascade ».

Dans les milieux ruraux, l'accroissement de la pauvreté rime avec la marginalisation et/ou le quasi-abandon des villages dans le processus du développement. Dans le diocèse de Butembo-Beni, cela s'avère indéniable tel qu'il ressort de l'entretien de Janet MacGaffey. L'auteure décrit le contexte de la débrouille des Nande en interrogeant Mgr Emmanuel Kataliko en ces termes : "*the government never comes here, we have to fend for ourselves*" (MacGaffey, 1987). Le diocèse est ici une zone éloignée, enclavée, laissée pour compte.

### **2.1. Le diocèse de Butembo-Beni**

Le diocèse de Butembo-Beni fait actuellement partie des 48 diocèses de la République Démocratique du Congo. Il fut fondé par Mgr Henri Piérard sous le vicariat apostolique de Stanley Falls (Kisangani). La juridiction ecclésiastique devient alors Vicariat apostolique de Beni en 1938, avant d'être élevé en diocèse de Beni le 10 novembre 1959. Le Père Assomptionniste Henri Piérard en est le premier évêque jusqu'au 17 mai 1966, jour de la nomination de Mgr Emmanuel Kataliko. Sacré évêque de Beni le 11 octobre 1966, ce dernier dirigera cette juridiction sous le nom de « Diocèse de Beni » jusqu'au 7 février 1967 (Kasereka Syayipuma Salu, 2019), date où l'entité ecclésiale prend le nom de « Diocèse de Butembo-Beni », qu'il garde jusqu'à ces jours. Le siège est la cathédrale *Santa Maria Mater ecclesiae* de Butembo. Rayonnant sur une superficie approximative de 45000km<sup>2</sup>, il compte en 2025 un total de 72 paroisses. Sa configuration administrative et géographique s'étend le long de deux Territoires de Beni et de Lubero au Nord Kivu avec un prolongement dans la partie sud-est du Territoire de Mambasa, de la Province de l'Ituri. Il se trouve dans la Province ecclésiastique de Bukavu que Monseigneur Kataliko dirigea comme archevêque du 17 mai 1998 au 4 octobre 2000.

## 2.2. De l'émergence du discours, vision de l'autoprise en charge

Dans la perspective d'améliorer les conditions de vie des peuples, l'Église catholique aborde la problématique de la pauvreté à travers le prisme de compassion envers les pauvres et de respect de leur humanité.

De fait, la doctrine sociale souligne l'importance particulière aux sociales et au rôle de l'économie au service de la dignité humaine. De la lecture de diverses encycliques sur cette question, *Rerum Novarum* de Léon XIII semble avoir inauguré cette doctrine. Sa publication s'est inspirée des réflexions et de l'action des chrétiens sociaux face à la montée de la question sociale pour condamner la misère et la pauvreté qui pesaient injustement sur une grande partie de la classe ouvrière (Musongora Syasaka, 2014). La grande difficulté pour cette doctrine réside dans sa concrétisation. Pour en comprendre l'application et en analysant une vingtaine des textes publiés par les évêques du Congo-Kinshasa depuis 1990 en faveur de la démocratisation de l'espace sociopolitique, Aurélien Kambale Rukwata en formule effectivement le constat. Selon lui, les discours n'ont pas produit les effets escomptés, un écart et une tension entre l'argumentaire propre des textes de l'enseignement social et leur mise en œuvre (Kambale Rukwata, 2004). Or, le rapport entre Église et développement ne peut être compris, comme souligné bien avant, qu'en regardant les réalités du terrain.

Pour rompre avec cette tradition léthargique qui ne produit pas les résultats escomptés dans les conditions sociales, le diocèse de Butembo-Beni a initié différentes activités pour contribuer au développement du milieu. Soucieux de la dégradation des conditions socioéconomiques des populations congolaises, Mgr Emmanuel Kataliko lance les bases d'un développement à la base, un développement local. Dans les années 70, il déclarait :

« Je ne suis pas prophète, mais j'envisage le problème tel qu'il se présente. Pour autant que je le pense, je crois que l'on commencera à sortir de ce sous-développement quand les gens commenceront à posséder des propriétés privées qu'ils pourront améliorer à leur guise ; quand la population aura compris elle-même le sens et l'avantage de se grouper en associations, en coopératives, car l'individualisme favorise la stagnation, se contente d'un bénéfice médiocre, et l'on ne montre pas clairement ce que l'on vaut ; quand les moyens de communication seront développés : entretien des routes existantes, construction de nouvelles routes : ce qui facilitera par conséquent les moyens d'évacuation des produits et l'importation d'autres marchandises ;

quand on se sera penché sur le problème de sélectionner la semence pour rendre plus rentables les cultures actuelles ; quand on aura réorganisé le service sanitaire qui manque de médecins et de médicaments ; quand tout le monde aura compris la valeur de ces trois mots justice, paix, travail ; quand chacun, petit et grand, aura compris sa responsabilité pour la construction du pays ; quand on aura élevé le niveau intellectuel de la population , pour cela une mise en place de plusieurs écoles, primaires et secondaires, s'avère nécessaire. (...) ; quand on aura organisé et construit des librairies et des bibliothèques où les étudiants et les intellectuels pourront cultiver et développer leurs connaissances » (Kataliko, mars 1970).

Cette déclaration est considérée comme une réflexion sur les possibilités d'améliorer les conditions de vie par des initiatives diverses. En 10 grands points, elle condense toutes les œuvres de l'Archevêque dans le Diocèse de Butembo-Beni :

- *La pertinence des besoins* : les problèmes à résoudre dans la société doivent être envisagés dans leur contexte réel. Il est donc crucial de partir des réalités telles qu'elles sont ;
- *L'éveil de la conscience collective* : trouver des solutions aux problèmes dont les concernés ne sont pas conscients s'avère difficile. Il est indispensable de prendre conscience ;
- *L'esprit associatif* : l'individualisme conduit aux résultats médiocres et ne montre pas la valeur de l'homme. Le travail en groupe, l'esprit associatif et la synergie sont alors plus bénéfiques ;
- *L'importance des infrastructures et des moyens de communication* : sans routes à entretenir ou à construire, le commerce n'est que leurre ;
- *La suffisance alimentaire* : celle-ci ne peut être obtenue que rentabilisant les cultures de subsistance et en valorisant la recherche agronomique ;
- *L'organisation des services sanitaires* : La santé occupe une place primordiale. Elle nécessite de se doter des médicaments et médecins en quantité et en qualité ;
- *La justice, la paix, le travail* : un monde caractérisé par l'injuste et les conflits, la violence ne favorise pas le développement dont la clé est le travail ;
- *L'inclusivité et la participation des acteurs* : le développement local demande la participation de tous, petits et grands, jeunes et vieux, pauvres et riches, femmes et hommes, gouvernés et gouvernants, ...

Chacun est redevable dans la construction du pays pour un monde meilleur ;

- *Le rôle crucial de l'éducation* : apprendre aux gens à lire et à écrire est une nécessité. L'éducation scolaire relève le niveau intellectuel de la population. Ceci passe par la construction des écoles ;
- *L'investissement dans la recherche et la culture* : l'enrichissement des connaissances exige un esprit de curiosité en vue de découvrir la richesse cachée dans les librairies et les bibliothèques par la lecture et la recherche.

On peut dire globalement que cette déclaration de Mgr Emmanuel Kataliko englobe toutes les œuvres qu'il a initiées dans la région. Sur le plan social, il est reconnu comme un excellent agent de développement. Déjà, en début des années 1970, il a initié, dans le diocèse, plusieurs services de développement. Ceux-ci comprennent le bureau diocésain de développement – BDD, le bureau diocésain des œuvres médicales – BDOM, la Caritas diocésaine ; les trois étant devenus plus tard Caritas développement. De nombreux projets sociaux ont également réalisés dans l'amélioration de l'habitat, la création des routes de desserte agricole reliant la ville aux villages environnants. À titre illustratif, l'Université Catholique de Graben de Butembo figure parmi les œuvres mises en œuvre en fédérant autour de lui le clergé, les commerçants et les leaders politiques de la région.

Dans le cadre de la justice et de la paix sociale, la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP) de Butembo-Beni est souvent connue comme un espace de médiation des différents conflits qui émergent dans les villages au sein des différentes paroisses. Elle s'occupe de divers sujets tels que les médiations au sein des ménages, la résolution des conflits fonciers. Dans la lutte pour la justice, Mgr Emmanuel Kataliko a élevé d'ailleurs la voix pour dénoncer le non-respect des droits de l'homme dans sa région ainsi que les actes criminels commis par les rebelles du Rassemblement Congolais pour la Démocratie avec leurs alliés rwandais. Ceci lui a valu une relégation de sept mois loin de son diocèse. La peur ne l'a jamais empêché d'annoncer à temps et à contretemps la bonne nouvelle de Christ, bonne nouvelle à porter aux pauvres. Voilà pourquoi, durant les dernières années de sa vie, le prélat ne s'est pas contenté seulement d'adresser des supplications à Dieu afin que la guerre cesse dans son pays en particulier et en Afrique centrale en général, il s'est également investi corps et âme dans la recherche de la paix à travers ses

exhortations, ses déclarations et ses contacts avec les autorités politiques concernées par la guerre (Birizene Mutchindi, 2003).

### **3. Autoprise en charge et acteurs du développement local**

Le rôle des acteurs est essentiel dans les initiatives du développement. En accompagner le processus revient à mobiliser les divers acteurs variés tant privés que publics. Les acteurs privés peuvent être des entités individuelles dont les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les leaders religieux, les opérateurs économiques, les chefs coutumiers, les notables, etc. ou collectives dont les familles, les opérateurs économiques, les structures communautaires, les associations sans but lucratif, les mouvements d'actions confessionnelles ; les acteurs publics assument, de près ou de loin, une mission en faveur des collectivités publiques. Ce sont, par exemple, les administrations publiques comme la mairie, le groupement mais aussi celles ayant un caractère coutumier comme la chefferie et le groupement.

Dans le cas du Diocèse de Butembo-Beni, en l'occurrence, plusieurs acteurs sont concernés par l'opérationnalisation de la praxéologie d'autoprise en charge. Le présent papier passe en revue le rôle des figures religieuses et des opérateurs économiques.

#### **3.1. Prêtre et développement**

Depuis son sacre comme évêque du Diocèse de Butembo-Beni, Mgr Emmanuel Kataliko s'est appuyé sur le clergé local et certains missionnaires pour mettre en œuvre l'autoprise en charge. Les archives des projets ou comités de développement dans les paroisses ainsi que les entretiens avec certaines autorités ecclésiastiques de l'église catholique témoignent de l'implication importante des prêtres au service du développement.

Cette dynamique repose sur des fondements bibliques. Premièrement, le récit ou l'épisode de la multiplication de pain pour nourrir une foule affamée. Comme l'heure était avancée et que le lieu doit isoler, ses disciples s'adressèrent à lui : « L'endroit est désert et il est déjà tard. Renvoie-les dans les hameaux et les villages voisins s'acheter de quoi manger ». Mais Jésus leur répondit : « Donnez-leur vous-même à manger ». Mais ils rétorquèrent : « Faut-il vraiment que nous allions acheter des pains pour deux cents pièces d'argent et leur donnions à manger ? » Il leur dit : « Combien avez-vous de pain ? Allez voir ! ». Ayant vérifié, ils disent : « cinq, et deux poissons » (Mc 6 : 35-38). Un autre fondement biblique est relatif au dernier jugement. « Alors le roi dira à ceux qui sont à sa droite : Venez-les bénis de mon Père,

recevez en partage le Royaume qui a été préparé pour vous depuis le début du monde. Car, j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger ; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire ; j'étais un étranger et vous m'avez recueilli ; nu, et vous m'avez vêtu ; malade, et vous m'avez visité ; en prison, et vous êtes venu à moi » (Mt 25 : 34-36).

De manière concrète, les années 1990 ont vu une multitude d'initiatives réalisées par les prêtres au sein des diverses paroisses afin d'améliorer les conditions de vie. Sur invitation ou appel de l'évêque, environ vingt prêtres ont commencé à se rassembler successivement dans certaines paroisses en vue d'examiner les problèmes soulevés dans les différents villages. Tout commence un jeudi de Pâques, le 19 avril 1990, lors d'une réunion de l'Union des Prêtres Séculiers (UPS). Mgr Emmanuel Kataliko en adresse une invitation tout simplement en ces termes : « Ceux qui souhaitent participer au développement social de notre diocèse peuvent se joindre à une série de rencontres organisées par l'Abbé Giovanni Piumatti et le Père Giuliano Ricadonna ». Cette série des réunions fut nommée « Prêtre et développement ».

Lancées le 24 mai 1990 dans la Paroisse de Bunyuka, plusieurs rencontres seront organisées tous les deux mois à travers les trois doyennés du Diocèse. Ces réunions sont initiées dans un contexte de bataille de Mgr Emmanuel Kataliko pour le traçage de la route Kyavinyonge-Kyondo, laquelle fut affectueusement surnommée par les habitants des hautes terres de « la route de Kataliko » (Ricadonna, 1990). Personne ne pouvait imaginer une route sur de tels escarpements. Le rêve de l'évêque et des habitants du Graben d'y avoir une route devenait ainsi une réalité. Pioche à la main, Mgr Emmanuel Kataliko ensemble avec les paysans ont rendu cela possible.

L'analyse de la participation révèle des paroisses qui étaient toujours représentées dans ces réunions. Il y a lieu de citer les paroisses suivantes : Bunyuka, Lukanga, Beni-Cité, Beni-Paida, Bunyuka, Bunyuka Postulat, Ivatama, Lubango, Lubero, Lukanga, Mangina, Mavoya, Masereka, Mbingi, Petit séminaire, Muhangi, Scolasticat Bulengera. Parmi des noms régulièrement rencontrés sur les listes des présences des participants sont remarquables : Robert Ngongi, Christian Tandari, Charles Kipasa, Gerard Kipasa, Nzotoka, Jérôme Maghulu, Paulin Malambo, Marie-Mathieu Matabishi, Jean-Pierre Akilimali, Kisokero, Faustin Kinda, etc. À ces prêtres diocésains, s'adjoignent des missionnaires comme Père Giuliano, A.

Giovanni, P. Piet Neven, P. André Grisé, P. André Cotton, P. Roch Boulanger, etc.

Ces prêtres ont impulsé une dynamique basée sur les besoins réels nécessitant des réponses apportées conjointement avec les membres de la communauté. Ces réunions ont abordé prioritairement les problèmes liés à la famine dans les villages, les infrastructures routières, l'implantation des moulins à céréale pour alléger le travail de la femme rurale, la question de la santé, des initiatives d'adduction d'eau, la construction des ponts sur des rivières, l'implantation des minicentrales hydroélectriques, ... Pendant plus de 7 ans, avec l'initiative « prêtres et développement », les expériences de développement au sein des paroisses ont été partagées. Cette dynamique s'est interrompue avec la guerre de l'AFDL qui a ravagé l'est de la RD Congo en 1996-1997. À la même période, Mgr Emmanuel Kataliko a été nommé et muté à Bukavu pour un nouveau ministère comme archevêque.

### **3.2. Le rôle des opérateurs économiques**

L'essor économique de la ville de Butembo et de toute la région est associé au dynamisme commercial qui fait de cette ville un pôle commercial de l'est de la RD. Congo. Bien que l'économie du pays soit désarticulée, non seulement en raison des conflits récurrents entraînant le pillage des ressources naturelles, mais aussi par la gouvernance chaotique d'un État en déliquescence, la ville regorge des hommes d'affaires qui participent énormément au développement local. La trajectoire historique de l'économie de Butembo étudiée par Kakule Kaparay montre qu'il existe une forte économie vis-à-vis de l'État.

Le financement des initiatives passe par la finance populaire dont les entrepreneurs constituent des acteurs majeurs aux côtés des communautés de base, des confessions religieuses et de l'État. La notoriété de l'esprit d'entreprise et d'autoprise en charge des hommes d'affaires de Butembo n'est pas nécessairement expliquée par la crise de l'État. Pour d'autres, cette crise est un incident de parcours. Elle n'a aucun lien avec la dynamique des initiatives locales tant associatives qu'individuelles. Car, ces initiatives sont davantage liées à la dynamique associative encrée dans la culture du milieu (Kakule Kaparay, 2007).

Regroupés au sein de la fédération des entrepreneurs du Congo (FEC), les hommes d'affaires marquent des scores dans plusieurs domaines socio-économiques dans la région. Faute de réponse étatique à la multitude des

besoins de la population, un partenariat tacite s'est instauré entre ce patronat et les autres acteurs sociaux dans les activités de développement. De la sécurité aux domaines sociaux en passant par la réhabilitation et/ou la construction des infrastructures d'intérêt public, la chambre de commerce de Butembo s'approprie l'autoprise en charge de Mgr Emmanuel Kataliko, avec qui ils ont constamment collaboré pendant son ministère épiscopal de Butembo-Beni.

Du point de vue sécuritaire, la partie Est de la RD Congo est trop agitée suite à la présence de différents groupes armés. Par conséquent, l'État y déploie généralement des militaires sans toutefois les doter de moyens pour mener à bien les opérations. Pour défendre les intérêts de ses membres, la FEC porte un appui logistique à l'État en termes de vivres et de non vivres, de carburant, de pièces de rechange et de matériel de communication, voire en matériel roulant (pour faciliter les patrouilles).<sup>160</sup> Les services de sécurité comme les forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), la Police Nationale Congolaise (PNC) et l'Agence Nationale des Renseignements (ANR) en bénéficient.

Dans les domaines sociaux, les entrepreneurs travaillent en étroite collaboration avec les confessions religieuses pour la construction des infrastructures. Pour promouvoir la formation académique et la recherche scientifique, la FEC appuie beaucoup ces institutions universitaires privées gérées par les confessions religieuses dans la construction des auditoriums. Ces exemples illustrent clairement l'esprit d'autoprise en charge de Mgr Emmanuel Kataliko.

#### **4. Autoprise en charge et ouverture au monde**

Le Diocèse de Butembo-Beni recourt aux institutions affiliées pour mobiliser les fonds de la coopération. Elles constituent non seulement ses intermédiaires dans la mobilisation des fonds et dans la traduction effective de la politique sociale de l'Église. Il est important de noter que les services de développement du diocèse jouent un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Le BDD, le BDOM, la CDJP et Caritas

---

<sup>160</sup> Ainsi, entre 2005 et 2007, trois camionnettes 4x4 ont été fournies par la fédération aux FARDC pour non seulement faciliter les patrouilles nocturnes dans la ville de Butembo mais aussi pour escorter les véhicules et les marchandises des commerçants sur la route insécurisée de Butembo-Goma.

développement sont très actifs dans le champ social du diocèse. Outre ces services qui recourent aux organisations qui canalisent les fonds de la coopération internationale, Mgr Emmanuel Kataliko a ouvert sa juridiction ecclésiastique aux églises du nord dans le cadre du jumelage. C'est, à propos, que l'on peut évoquer le jumelage entre les diocèses de Butembo-Beni et de Noto.

Qu'il s'agisse du BDD, du BDOM, de CDJP ou de Caritas développement, ces services sont des outils de la « *pastorale sociale* » du diocèse. Ils traduisent en acte l'esprit de la doctrine sociale de l'Église. Il s'agit de traduire ainsi la théorie en actes et en a assuré le suivi, en conformité des orientations de l'évêque relatives à la promotion humaine, dans les secteurs d'urgence, de santé et du développement durable.

Outre ces services, qui recourent aux organisations canalisatrices de fonds de la coopération internationale, Mgr Emmanuel Kataliko a ouvert sa juridiction ecclésiastique aux Églises et au monde du Nord. Par rapport aux Églises du Nord, l'on retient le cadre du jumelage, notamment, entre le diocèse de Butembo-Beni et celui de Noto depuis le 13 janvier 1988. Bien que cette date soit celle reconnue officiellement pour le diocèse, certaines paroisses avaient déjà commencé ce jumelage sous une forme non officielle. Tel est le cas de la Paroisse de Lukanga et celle de Modica en Sicile.

En 37 ans de partenariat, ce jumelage facilite l'échange des expériences en vue de permettre l'expansion et le murissement spirituel du Corps du Christ. C'est dans ce contexte que des visites venant du Nord sont organisées, ainsi que de petites et moyennes réalisations en faveur du Sud ou du Diocèse de Butembo-Beni. L'implantation des microprojets d'électrification et des moulins dans les zones rurales, l'appui au secteur de la santé et l'accompagnement des cliniques universitaires de l'UCG, le parrainage des classes en distance pour soutenir le travail des enseignants, l'appui à la formation des formateurs pour des bourses de spécialisation sont octroyées aux médecins de Butembo à Messina en Italie.

## **Conclusion**

A tout considérer, l'autoprise en charge prônée par Mgr Emmanuel Kataliko n'est pas tant un simple discours qu'une vision qui se matérialise au fil des années en fonction des acteurs mobilisés sur le terrain et qui s'en approprient la dynamique. Si elle s'inscrit dans une sorte d'implémentation par le bas des actions menées dans « le village, pour le village et par le village », elle ouvre son déploiement au monde extérieur. L'autoprise en

charge traduit l'autonomisation du peuple, sa capacitation, son pouvoir d'agir sur soi-même : son *empowerment*. Elle met l'accent sur l'importance de l'agir, de la mobilisation collective et de la communauté, tient compte de la coopération/collaboration des acteurs dans l'optique locale et planétaire.

## Références bibliographiques

- ANAPI. (2025, août 15 août). *Crise économique et sociale de RDC*. Récupéré sur Investir en RDC: <https://www.investindrc.cd>
- Banque mondiale. (2001). *World Development Report 2001-2002: Attacking poverty*. Washington D. C.: Banque mondiale.
- Birizene Mutchindi, I. (2003, Mars). *Emmanuel Kataliko. Eglise catholique de la République démocratique du Congo: biographie*. Récupéré sur Dictionnaire biographique des chrétiens d'Afrique: <https://dacb.org/fr/stories/democratic-republic-of-congo/kataliko-emman/>
- Calvès, A.-E. (2009). Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde*, 735-749.
- Chavance, B., Magnin, E., Motamed-Jejad, R., & Sapir, J. (1999). *Capitalisme et socialisme en perspective. Evolution et transformation des systèmes économiques*. Paris: La Découverte.
- Couralet, D. (2022). *Les jeux de langage de l'empowerment: Une analyse socio-historique de ses usages dans le champ de la santé*. Bordeaux: Université de Bordeaux.
- de Laubier, P. (1987). Religions et développement social. *International Review of Community Development/Revue internationale d'action communautaire*(17/57), 127-133.
- de Villers, G., Jewsiewicki, B., & Monnier, L. (2002). Manières de vivre: économie de la "débrouille" dans les villes du Congo/Zaïre. Paris: Harmattan.
- Desroche, H. (1961/n°12). Religion et Développement. Le thème de leurs rapports reciproques et ses variations. . *Archives de sociologie de religion*, 3-34.
- Freire, P. (1974). *Pédagogie des opprimés suivi de Conscientisation et révolution*. Paris: François Maspero.
- Granovetter, M. (2000). *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*. Desclée de Brouwer.
- Kakule Kaparay, C. (2007). *Finance populaire et développement durable en Afrique au Sud du Sahara : application à la région Nord-Est de la République démocratique du Congo*. Louvain-La-Neuve: Peemans, Jean-Philippe.
- Kambale Rukwata, A. (2004). *Pour une théologie sociale en Afrique*. Paris: L'Harmattan.
- Karl, M. (1971). *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Connaissance de Marx*. Aubier Montaigne.
- Kasereka Syayipuma Salu, R. (2019). *Panorama historique de l'évangélisation de Butembo-Beni illustré. Des origines à Mgr Pierard* (Vol. Tome I). (C. e. Centre Diocésain de Pastorale, Éd.) Butembo: CRID.

- Kataliko, E. (mars 1970). Connais-tu ta région et ton Diocèse. *Sint Unum spécial*(24), 27-28.
- Lossongo lossiyo, P. (2017). *Au coeur des erreurs politiques du maréchal Mobutu. Héritages, inspirations et dérives d'aujourd'hui*. Paris: Les impliqués-Replica.
- MacGaffey, J. (1987). *Entrepreneurs and parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaire*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Moser, C. (1989). Gender Planning in the Third World: Meeting Practical and Strategic Gender Needs. *World Development*(17), 1799-1825.
- Musongora Syasaka, E. (2014). *Associations confessionnelles et dynamique de développement local. Analyse des pratiques marchandes et financières des associations confessionnelles à l'Est de la République Démocratique du Congo*. Louvain-la-Neuve: s.m.é. Récupéré sur <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:145102>
- Musongora Syasaka, E. (2018). L'encastrement des activités économiques dans les associations religieuses. Une illustration de la région de Butembo, Nord-Kivu. *Mondes en développement*, 27-40.
- Neu, D. (2003). Développement local et décentralisation. Points de vue. *Les notes méthodologiques du GRET*(n°4), 1-8.
- OCDE. (2025, septembre 02). *Développement local*. Récupéré sur OCDE: <https://www.oecd.org/fr/themes/developpement-local.html>
- OMS. (2025, Août 30). *L'auto-prise en charge au service de la santé et du bien-être*. Récupéré sur Organisation mondiale de la Santé: <https://www.who.int/fr/news-room/questions-and-answers/item/self-care-for-health-and-well-being>
- Redondo, C. (2020). La place de la notion d'empowerment dans le champ de l'éducation au développement durable. Quels transferts entre développements théoriques et traductions pratiques ? *Revue de recherches en éducation*, 3(66), 151-164.
- Ricadonna, G. (1990). Prêtres et développement. *Compte rendu de la réunion prêtre et développement* (pp. 1-3). Bunyuka: XXX.
- Sen, C., & Grown, C. (1987). *Development, Crises and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*. New York: Monthly Review Press.
- Simon, B. (1994). *Tradition in American social Work: a History*. New York: Columbia University Press.
- Vachon, B. (1993). *Le développement local, théorie et pratique : Réintroduire l'humain dans la logique de développement*. Gaëtan Morin éditeur.